

JUAN MANUEL GOMEZ-ROBLEDO

Représentant du Président des États-Unis du Mexique

Introduction

L'Amérique latine est le portrait même d'une mondialisation désordonnée que caractérise l'absence de responsabilité partagée de la communauté internationale devant des problèmes qui sont communs. Si les progrès de la région sont incontestables et alors même que l'Amérique latine occupe une place plus visible dans les enceintes internationales, elle traverse une époque de remise en cause des certitudes qui ont fait sa force pendant la période de sa transition vers la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Tout débat sur la gouvernance passe d'abord par la question des valeurs qui en sont le fondement.

I. La mise en cause de la démocratie

L'Amérique latine jouit, en général, d'un bon état de santé démocratique. La protection des droits de l'homme et l'État de droit ont fait des progrès considérables et semblent avoir acquis droit de cité dans la région. Nous sommes loin, maintenant, des atteintes à la démocratie provenant des armées ou de groupes qui choisissent la violence pour transformer l'État. Le pluralisme fait partie du paysage politique de la région. Gauches (au pluriel) et centre-droit ont rendu l'Amérique latine moins homogène et bien plus critique vis-à-vis des modèles de développement attribués aux grandes puissances économiques, ainsi qu'aux institutions financières multilatérales.

L'Amérique latine n'est plus le scénario de crises économiques à répétition. La croissance est constante, même si elle est insuffisante. L'ouverture commerciale et le potentiel des marchés internes attirent les investissements étrangers (105 milliards de dollars en 2007). Cependant, depuis quelques années déjà, on peut observer avec inquiétude que les sociétés latino-américaines semblent être déçues. En dépit des progrès incontestables de la démocratie, ces sociétés n'ont toujours pas reçu tous les bienfaits qui vont de pair avec les institutions démocratiques. Un rapport récent montre une diminution sensible du soutien citoyen à la démocratie.

Les retombées de la mondialisation ne sont pas perçues uniformément et alimentent un débat croissant sur le développement, compte tenu surtout des migrations intra-régionales, ainsi que vers les États-Unis et l'Europe (Espagne en particulier). En effet, la pauvreté est toujours présente en Amérique latine : 43% de la population vit dans la pauvreté, dont 18% dans l'extrême pauvreté. Certains pays n'atteindront sans doute pas les objectifs de développement du Millénaire, fixés par les Nations unies pour 2015. Pourtant, les programmes sociaux qui associent étroitement les bénéficiaires à l'action de l'État, ont prouvé leur pertinence et enregistrent chaque année des progrès constants. Le Brésil et le Mexique, avec le Chili, sont d'excellents exemples du succès de ces programmes. Cela est encore insuffisant, même si la croissance démographique s'est stabilisée par rapport aux années 70.

La lutte contre l'exclusion sociale n'est pas l'unique priorité en Amérique latine. Le combat contre la criminalité occupe, de plus en plus l'attention des gouvernements et des sociétés. Dans ce contexte, la criminalité sous toutes ses formes qui sévit la région et l'insécurité qui atteint le citoyen commun, ne peuvent être imputées seulement à la pauvreté. Il s'agit davantage de l'émergence, presque sans exception, de très puissants groupes de criminels transnationaux liés au trafic de drogues, au trafic d'armes et au trafic de personnes.

La violence ne se limite plus aux affrontements avec les forces de l'ordre voire aux affrontements entre les groupes de criminels : les attaques contre la population civile sont devenues également plus fréquentes. Les prises de position de certains secteurs en faveur du rétablissement de la peine de mort au Mexique témoignent de la gravité de la situation.

En bref, quels sont les enjeux pour la démocratie et les droits de l'homme en Amérique latine ? Les institutions démocratiques, y compris les partis politiques, sont-elles capables de canaliser les attentes des citoyens et d'œuvrer à la transformation des pays ?

II. Les dérives face à l'indifférence générale

Nous avons dit qu'aujourd'hui les dangers pour la démocratie n'ont plus leur origine à l'extérieur des institutions démocratiques. C'est l'inverse qui se produit. C'est de l'intérieur des institutions démocratiques, par l'utilisation de ses règles de fonctionnement, que l'on mine les fondements de la démocratie. Que l'on prétexte des besoins pressants pour la sécurité de l'État ou que l'on prône une prétendue primauté des droits économiques et sociaux sur les droits civils et politiques, c'est à la démocratie telle qu'on l'entend depuis la fin de la guerre froide que l'on s'en prend.

Des majorités automatiques dans les pouvoirs législatifs pour soutenir les décisions du chef de l'État, la mainmise sur les moyens de communication, un certain unilatéralisme dans les rapports intra-régionaux, jettent le spectre d'un nouveau mode d'autoritarisme qui se conforme, néanmoins, aux formalismes de la démocratie. Au fond, les institutions démocratiques, à commencer par le pouvoir judiciaire, restent fragiles et trop souvent sujettes encore à la corruption. Les institutions doivent être capables de rendre compte de leurs agissements devant les citoyens. La possibilité d'accéder à l'information que gère l'État a enregistré un développement positif au Mexique au cours des dernières années.

Nous assistons, également, à un retour en force d'idéologies qui mettent en avant une conception de la souveraineté que l'on croyait dépassée. Cela rend plus difficile la tutelle internationale en faveur des droits de l'homme. Les organisations internationales font état de nouveaux affrontements à ce sujet. Cependant, malgré un contexte difficile, l'Amérique latine a su s'adapter aux transformations de l'après guerre froide et a pu préserver ses acquis. La région est avant tout une zone de paix et de croissante coopération régionale et sous-régionale. De nombreux différends territoriaux ont été référés aux instances judiciaires internationales. Les crises bilatérales sont le plus souvent réglées dans les enceintes régionales, avec l'aide d'acteurs comme le Mexique et le Brésil. Même si des signes inquiétants réapparaissent à l'horizon, il n'y a pas lieu de parler encore d'une course aux armements dans la région.

Pourtant, il est évident que la région manque d'une attention des grands pôles du pouvoir mondial à la hauteur de ses défis et de son potentiel. La coopération internationale est centrée sur les pays à faible revenu et n'est pas adaptée pour les économies moyennes. Cela révèle un manque dramatique de responsabilité internationale devant des problèmes qui touchent l'ensemble de la planète y compris le besoin d'aborder la migration dans une perspective intégrale qui tienne compte des aspects économiques et du respect aux droits de l'homme des migrants. Il n'y a tout simplement pas de politique en faveur de la région. Il est dans l'intérêt de tous de renforcer les perspectives du développement durable et l'État de droit dans une région qui rassemble plus de cinq cents millions de personnes et représente un des marchés les plus prometteurs de ce siècle.

Par ailleurs, la responsabilité partagée devant les nombreux défis des pays latino-américains exige du secteur privé une part plus grande dans la promotion des conditions économiques et sociales des couches les plus défavorisées. Peut-être faut-il admettre tout simplement et humblement que la démocratie ne pousse pas comme des champignons après la pluie. Si on accepte une plus grande gradualité dans les processus de changement et un plus grand soutien de nos partenaires, on peut se remettre à espérer.

III. Conclusions

L'Amérique latine demeure le réservoir culturel d'Occident. Extrême Occident, pour reprendre le mot d'Alain Rouquié, mais Occident en fin de comptes. Il faut à tout prix éviter que la région soit encore une fois l'objet des convoitises économiques et politiques des grandes puissances, surtout si une forme de nouvelle guerre froide devait renaître.

Nous aspirons à prendre notre place en tant qu'acteurs responsables sur la scène globale. Il faut donner une nouvelle chance aux initiatives sous-régionales d'intégration, maintenir le cap sur le libre échange et renforcer la voix de l'Amérique latine dans les enceintes globales. Le dialogue entre le G5 (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Mexique) et le G8 constitue un bon début. La réforme du Conseil de Sécurité devrait faire l'objet d'une négociation qui privilégie l'efficacité de l'action du Conseil et ne pas se limiter à la question de sa composition.

Je vous remercie de votre attention.